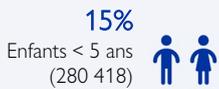
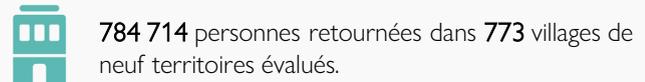


La DTM a identifié une population mobile de **1 855 116** individus au 30 mai 2024 et une population retournée estimée à **784 714** individus

Principales données sur le déplacement



Principales données sur les retours



CONTEXTE

L'est de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier le Nord-Kivu, est en proie à un conflit complexe et persistant. Ce conflit est caractérisé par la présence de différents groupes armés tels que le groupe armé M23, les Forces armées congolaises (FARDC) et leurs alliés respectifs, y compris les forces régionales de la Communauté de développement de l'Afrique australe, avec l'utilisation de munitions lourdes causant des dommages importants et des pertes en vies humaines dans les zones de déplacement du Nord et du Sud-Kivu.

Depuis le début du mois de juin 2024, le conflit s'est intensifié simultanément dans plusieurs villages des territoires déjà sous tension, dont le territoire de Lubero, qui est devenu le quatrième territoire du Nord-Kivu à être touché par la crise du M23, après les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi. Ces affrontements, qui ont duré plusieurs jours, ont entraîné l'occupation par le groupe armé M23 de plusieurs villages et villes importants, notamment Kanyabayonga, Miriki, Luofu Kayna et Kirumba, ainsi que d'autres villages du territoire de Lubero.

Cette situation a entraîné d'importants déplacements de civils à l'intérieur et à l'extérieur de la province du Nord-Kivu. L'extension de la crise du M23 dans les territoires de Lubero et de Masisi au Nord-Kivu a accentué et aggravé la situation humanitaire des personnes déplacées, mais a également créé de nouvelles vagues de déplacement de la population vers des villages considérés comme stables au Sud-Kivu. La ville de Goma et les zones adjacentes aux territoires contrôlés par le M23 au Nord et au Sud-Kivu, accueillent un grand nombre de personnes déplacées et manquent de ressources pour les soutenir suffisamment.

Depuis le 4 juillet 2024, le gouvernement des États-Unis a annoncé une trêve humanitaire de deux semaines, à compter du 5 juillet 2024, pour permettre une désescalade des tensions au Nord et au Sud-Kivu, la reprise des pourparlers en vue d'un règlement pacifique du conflit, et pour aider la population civile à accéder à une assistance humanitaire cruciale dans les zones de déplacement.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par le biais de la Matrice de suivi des déplacements (DTM), continue de mener une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des situations d'urgence (EET/ERM), l'analyse des crises et l'enregistrement, avec pour priorité de répondre aux besoins d'information immédiats afin de comprendre la dynamique et les besoins des déplacements.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour du 1 juin au 5 juillet 2024. Il couvre les déplacements et les retours liés à la crise M23.

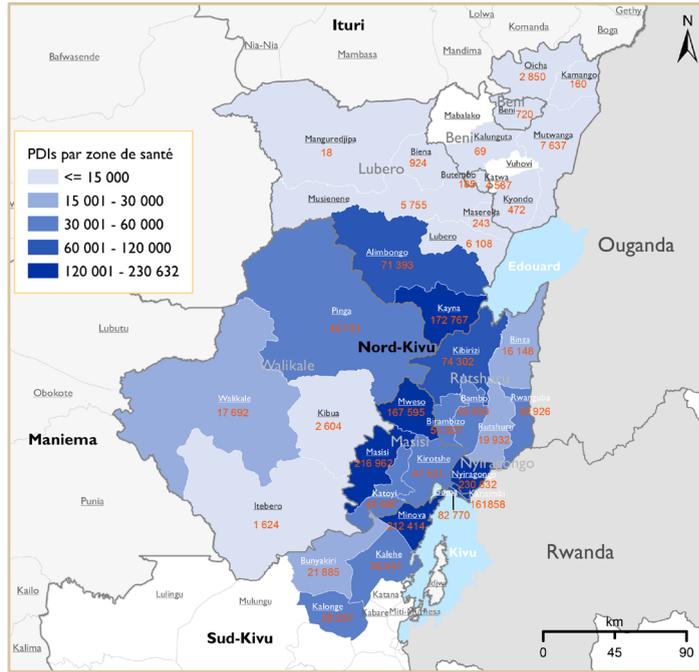
DÉPLACEMENT

Les données sur les déplacements recueillies dans cette vingtième analyse de crise montrent une augmentation du nombre de personnes déplacées par rapport à la publication précédente ([voir le rapport](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 771 692 à 1 855 116 personnes au 5 juillet 2024 ([données détaillées ici](#)). Cette augmentation de 5 pour cent est principalement liée aux affrontements dans le territoire de Lubero. Bien que la majorité des personnes déplacées se trouvent dans des communautés d'accueil, les sites de déplacement continuent d'accueillir une proportion importante (41%) de personnes déplacées. Certains sites offrent des abris temporaires et une assistance de base, mais la plupart ne parviennent pas à répondre adéquatement aux besoins des personnes touchées. Ces sites sont souvent surpeuplés et ont du mal à fournir des services essentiels tels que la sécurité, l'eau potable, la nourriture et installations sanitaires, ce qui aggrave les difficultés des personnes déplacées.

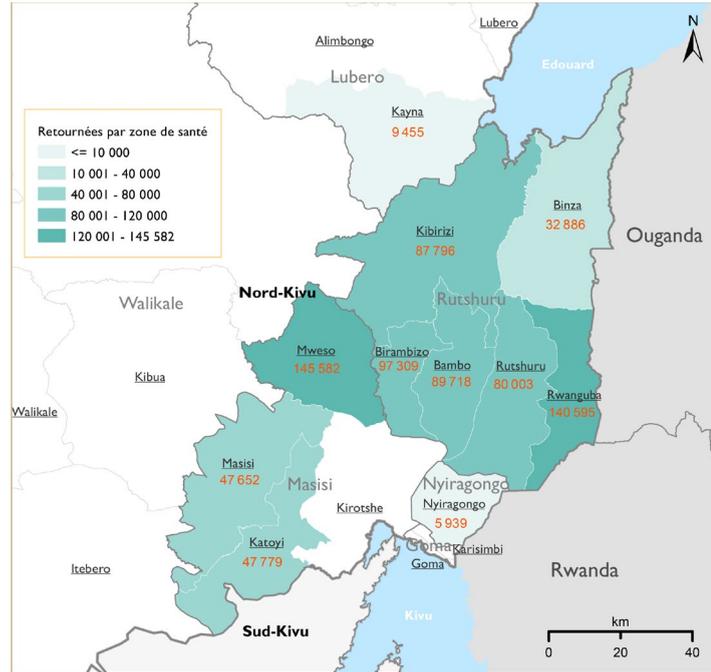
Types d'installation	Ménage	Individus	Hommes	Femmes
Communauté hôte	215 797	1 093 065	438 275	654 790
Sites hors mécanisme de gestion	23 605	94 853	37 047	57 806
Sites sous mécanisme CCCM	174 358	667 198	267 973	399 225
Grand Total	413 760	1 855 116	743 295	1 111 821

Les affrontements entre le groupe M23 et les FARDC et leurs alliés dans plusieurs villages des groupements de Ufamandu 1 et Ufamando 2 ont provoqué le déplacement des populations vers les villages des groupements Ziralo, Mbinga-Nord et Buzi dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu. En même temps, la population du groupement Muphuni-Kibabi ont été contrainte de se déplacer. Depuis le 14 juin, des affrontements à Nyamitaba, dans le groupement de Bashali-Kahembe ont provoqué un déplacement de population vers la zone de santé de Masisi. Dans le territoire de Rutshuru, du 25 juin au 4 juillet 2024, des intenses combats ont été rapportés dans les groupements de Tongo, Bambu et Bukombo et ont provoqué des déplacements pendulaires et préventifs de certains déplacés de groupement Tongo vers Mweso et Burungu. Du 27 au 30 juin 2024, des combats ont évolué dans la zone de santé de Kibirizi, dans la commune rurale de Kanyabayonga. Les populations locales et déplacées de la zone de santé de Kibirizi et de Kayna se sont déplacées vers Walikale (groupement d'Ikobo) et à Kirumba dans le territoire de Lubero. Du 1 au 3 juillet 2024, la progression des affrontements dans le territoire de Lubero se sont intensifiés dans le village de Kasegne et ses environs dans le groupement Musindi en provoquant un déplacement préventif de la population et les personnes déjà déplacées des villages sur l'axe Kaseghe-Butembo vers Lubero territoire, Musienne, la ville de Butembo, la ville/territoire de Beni.

CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT



CARTOGRAPHIE DE RETOUR



RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE

Les résultats des évaluations des retours liés à la crise M23 effectuées entre le 1 juin et le 4 juillet 2024 ont permis d'identifier un total de 784 714 personnes retournées (154 768 ménages). Une augmentation de 15% a été observée au cours de ce cycle d'évaluation, par rapport au nombre enregistré lors de la dernière évaluation du 7 juin 2024. Cette tendance s'observe principalement dans le territoire Rutshuru en groupement Mutanda et Kanyabayonga. La plupart de ces retournés avaient déjà été déplacés suite à l'intensification des combats dans les villes de Miriki, Kirumba et Cité de Kanyabayonga dans le territoire de Lubero. Suite au contrôle de ces zones de refuge par le M23, la majorité des ménages qui n'avaient pas reçu d'assistance dans les zones de déplacement sont alors retournés. Ces retours ont été motivés par le manque de ressources pour maintenir leur situation de déplacement, ainsi que par la conviction que la situation s'était améliorée dans leur région d'origine malgré le conflit en cours.

DÉMOGRAPHIE

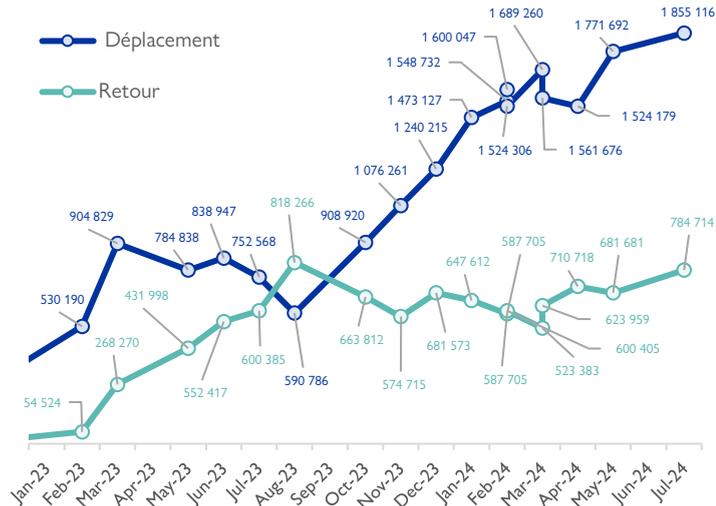
Les retournés ont été identifiés dans 773 villages. Les hommes et les femmes constituent respectivement 44 pour cent et 56 pour cent de la population retournée. Alors que, les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 18 pour cent. Les hommes et les femmes constituent respectivement 40 pour cent et 60 pour cent de la population déplacée. Les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 15 pour cent. La taille moyenne des ménages déplacés évalués est de 4,5 individus.

PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, le logement et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés et sont souvent limités ou inexistant dans les zones où les populations déplacées cherchent refuge. Les besoins fondamentaux des populations vulnérables ne sont généralement pas satisfaits, ce qui rend difficile leur survie et celle des communautés touchées.



Évolution de la population déplacée et retournée (individus) pendant la crise M23



ACCESSIBILITÉ

Le conflit en cours dans la région a gravement affecté les principales routes d'entrée dans la ville de Goma en les rendant impraticables. Cette obstruction a considérablement entravé le déplacement des civils, le transport des marchandises et la livraison d'une aide humanitaire cruciale. Le 3 février 2024, la cité de Shasha a été prise par le M23 en coupant complètement la circulation de la route qui relie la ville de Goma à celle de Bukavu. Il s'agit du quatrième axe essentiel d'approvisionnement alimentaire à Goma qui est bloqué après l'axe Goma-Rutshuru, l'axe Sake-Kitshanga-Mwezo et l'axe Goma-Sake-Masisi centre. Cette situation limite l'accès aux services essentiels de la population touchée par la violence, créant un environnement dangereux pour les actions humanitaires.